

Instituée en 2006, puis suspendue il y'a bientôt 6 ans, l'Opération Épervier refait surface. De nombreuses personnalités ayant exercé de hautes fonctions au sein des institutions camerounaises viennent d'être appréhendées et incarcérées dans la principale prison de Yaoundé.

L'opération épervier emporte de hautes personnalités camerounaises. L'Opération Épervier est une vaste opération judiciaire initiée dans le cadre de la lutte contre la corruption au Cameroun. Cette opération a été instaurée par le gouvernement du Premier ministre Ephraïm Inoni en 2006, sous la pression des bailleurs de fonds internationaux. Depuis sa mise en vigueur, l'opération a emporté des haut dignitaires du régime Paul Biya.

Après l'arrestation de Marafa Hamidou Yaya et Yves Michel Fotso, l'opération avait été suspendue en 2012. Mais avec le dernier classement des pays les plus corrompus au monde publié par Transparency International qui range le Cameroun à la 38e place, l'Épervier a à nouveau posé ses pâtes sur les toits des institutions camerounaises .

D'anciens hauts cadres, dont la plupart sont d'anciens proches du président camerounais ont été arrêtés et incarcérés ces derniers temps. Il s'agit notamment de Bruno Bekolo Ebe (ancien recteur de l'université de Yaoundé II), Dieudonné Oyono (ancien recteur de l'université de Douala, arrêté pour des faits commis du temps où il était directeur du Programme national de gouvernance), Louis Max Ayina Ohandja (ancien directeur de l'Institut supérieur de technologie de Douala) récemment sorti du gouvernement où il était secrétaire d'État auprès du ministre des Travaux publics chargé des routes et Jean William Sollo qui viennent de rejoindre la prison de Kondengui, à Yaoundé.

Limogé du gouvernement le 2 mars dernier et visé par l'opération Épervier, Basile Atangana Kouna, ancien ministre de l'Eau et de l'Energie, quant à lui avait arrêté dans sa tentative de fuite au Nigéria.

Notons que l'ancien Premier ministre, victime de sa propre opération Épervier en 2012, pourrait être le premier de la liste des détenus susceptibles de bénéficier d'une grâce présidentielle.

Le Cameroun, réputé pour être un pays où la corruption a pignon sur rue, est visiblement en train de mener son opération main propre pour sortir de cette liste noire qui n'honore pas ce pays phare de la CEMAC.

Correspondance Syvestre Dongmo